

### Rentrée 2021 : une rentrée comptable irresponsable

Si il y a un bon élève au gouvernement, c'est le ministre Blanquer ! Alors que le point d'indice est bloqué depuis une dizaine d'années, que certain-es sont exclu-es de la prime d'équipement, que les plus précaires de nos collègues peinent à boucler les fins de mois, le ministre continue sa politique comptable et voilà déjà 400 millions d'euros de son budget qu'il rend. Les DHG, majoritairement en baisse, ne sont pas épargnées par la coupe franche puisque ce sont plus de 1800 ETP qui seront supprimés à la rentrée prochaine dans le 2<sup>nd</sup> degré, soit-disant compensés par les heures supplémentaires.

Ces postes en moins, ce sont des effectifs plus importants dans les classes, des dédoublements qui seront supprimés. Quand la France se rengorge d'être un des rares états à avoir maintenu ses écoles ouvertes, on nous annonce une rentrée qui ne tient aucun compte de la situation sanitaire et continue d'augmenter les effectifs par classe et nous ôter les moyens de compenser le retard accumulé par ces déjà presque deux années scolaires perturbées. Quant à oser évoquer les heures supplémentaires encore plus nombreuses, c'est occulter l'état de fatigue et de lassitude des enseignant-es qui subissent les revirements de leur ministère. C'est aussi augmenter le nombre de personnels en complément de service, avec des distances entre établissements plus importantes, et des quotités parfois majoritaires à l'extérieur de leur établissement de rattachement. Encore des conditions de travail dégradées pour celles et ceux qui sont en première ligne. La CGT Educ'action continuera de revendiquer les moyens d'accomplir correctement nos missions et améliorer nos conditions de travail.

Si la grille de salaire est la même pour toutes et tous, les carrières ne se déroulent pas de la même façon pour une femme que pour un homme. Un des arguments pour la mise en place du PPCR est de rééquilibrer les choses....ça n'en prend pas le chemin. Le régime indemnitaire reste inégalitaire et c'est la méthode favorite d'augmentation salariale du ministère. Composé à 71% de femmes, le personnel de l'Education nationale est aussi en première ligne pendant cette pandémie.

### Emparons-nous de la journée de grève du 8 mars pour faire entendre la voix des premières lignes !

### La FAQ de trop !

Les personnels ont une nouvelle fois appris via la presse et la mise à jour de la Foire Aux Questions du ministère que le protocole sanitaire à observer au sein des collèges avait été allégé depuis le 15 février. Alors que la situation épidémique reste très fragile, avec un nombre de cas toujours élevé et des fermetures de classes nombreuses, cette nouvelle mutation de la FAQ traduit bien la volonté de maintenir les classes ouvertes quoi qu'il en coûte, quitte à piétiner les règles censées protéger les élèves, leur famille et les agent-es.

D'une part les personnels ne seront plus automatiquement considérés comme cas contact lorsque 3 élèves d'une même classe seront testés positifs au covid, la décision étant désormais renvoyée à « une étude approfondie *des contacts* » qui s'apparentera à une partie de patate chaude entre le Principal, le Rectorat et l'ARS.

D'autre part, alors que le variant britannique est désormais majoritaire dans plusieurs départements et qu'il est encore décrit par le ministère de la Santé comme particulièrement virulent, il n'entraîne plus, au premier cas la fermeture immédiate de la classe et la mise à distance de l'équipe pédagogique. Voici le protocole désormais considérablement affaibli (3 cas sont désormais nécessaires) par la seule volonté du ministère de l'Éducation.

La flambée du nombre de demandes de ruptures conventionnelles témoigne bien de l'épuisement des personnels qui font face depuis près d'un an aux injonctions contradictoires, aux revirements permanents et au mépris de leur ministre. Celui-ci se gargarise du fait que la France soit le seul pays à avoir laissé ses écoles ouvertes mais il en oublie que les enseignant-es français-es restent parmi les plus mal payé-es de l'OCDE et que la France n'a pas investi un centime dans son École pour prendre en charge les dégâts de la pandémie. La CGT Educ'action ne l'oublie pas !

